

Le « J'accuse » de la Toussaint !

« Salus populi suprema lex est »

« [Que] Le salut du peuple soit la loi suprême ».

1. Aujourd'hui, 1^{er} novembre 2020, c'est le jour de défi du « J'accuse » de la Toussaint, !

FRANÇAIS, en ce jour emblématique de la Toussaint, J'ACCUSE le Président Macron, au nom de la Révolte qui gronde du tréfonds de votre soif de Vérité, de Justice et de Renaissance à la vie normale !

Mensonge sur l'existence avéré d'un traitement du coronavirus ; assassinat de masse par surmortalité de 25 000 victimes dès le 7 mai ; terrorisme sanitaire, confinement exterminateur des plus faibles, des richesses économiques et humaines ; et maintenant, par comble de déraison, sacralisation du « *Droit au blasphème* » de Mahomet incitant à la haine de la France et au terrorisme islamiste de la « *Tête coupée* » : J'ACCUSE le Président Macron du pire crime de l'histoire de France contre son Peuple !

FRANÇAIS, à la veille de la reprise barbare et criminelle de la 2^{ème} vague de confinement mortifère, J'ACCUSE le Président Macron, d'être – par « *[son] ignorance, [son] oubli [et son] mépris des droits [naturels, inaliénables et sacrés] de l'homme* » – la « *seule[] cause[] des malheurs publics* » qui nous mettent aujourd'hui en péril de mort !

FRANÇAIS, en ce jour d'espérance et de gloire, J'ACCUSE le Président Macron d'abus de pouvoir, de crime contre la Nation, contre la France et de Sacrilège contre les valeurs les plus sacrées de la République : de viol des Droits de l'Homme de 1789, de viol de la Constitution de la V^o République et de Crime contre l'Humanité, en ruinant ainsi les bases même de la Démocratie !

2. Le défi de la Réponse au « J'accuse » !

Mais comment répondre au défi d'un tel crime pandémique dépassant l'imagination et du piège de la Loi, alors même que vous êtes liés par l'obéissance aveugle (en l'espèce suicidaire) due aux autorités légales qui vous demandent aujourd'hui de participer à votre propre mort ?

FRANÇAIS, c'est par sa mise en procès en bonne et due forme, c'est en rendant l'injustice visible aux yeux de tous, devant la Nation, de fait et de droit, en dévoilant la véritable Politique criminelle du Président Macron – et non pas la simple « *gestion de la crise* » – que vous pourrez enfin vous faire justice et mettre un coup d'arrêt final à la course suicidaire à la l'abîme à laquelle il vous entraîne au mépris de tous ses devoirs constitutionnels et humains !

FRANÇAIS, les éléments de FAIT et de DROIT nécessaires à la manifestation de la Vérité et à la Justice, vous les avez sous les yeux depuis des mois. L'idée de base, c'est que le Président a annoncé ce qu'il allait faire en vous aveuglant, en vous désarmant par sa magie des mots, du « *en même temps* », de la *triangulation d'inversion* et du double langage, pour que vous perdiez la tête et ne puissiez rien comprendre. Dès le départ, après vous avoir anesthésié, en vous disant « *Nous sommes en guerre contre un ennemi invisible* », il vous a annoncé que c'est à vous qu'il déclarait la guerre. Avec son annonce du « *jour d'après* », d'un nouveau Monde, du non-retour à une vie normale, de son négationnisme présidentiel du traitement, de sa répétition incantatoire et mensongère du vaccin comme seule solution alternative possible au confinement, il vous a

enfermé dans une spirale suicidaire du piège institutionnel vous livrant à sa merci et la France à la ruine.

3. La mesure du crime pandémique

FRANÇAIS, à l'heure de la Révolte contre le deuxième confinement, votre première priorité est de prendre toute la mesure du crime qui vous anéantit ! Dans la situation dramatique de « confinement » policier dans lequel le Président Macron a plongé la France, en invoquant une déclaration de guerre au coronavirus, depuis janvier, c'est bien un grand crime en série contre les Français qui est en cours d'accomplissement, un crime sanitaire et moral de base, contre la survie des plus faibles et, par effet domino en résultant : un crime socio-économique, contre la fragilité de nos petites entreprises et du « socle de tout notre savoir-faire unique au monde » ; un crime industrialo-économique et un crime financier, contre des pans entiers de nos ressources et de nos équilibres financiers ; un crime culturel et civilisationnel, enfin, contre le trésor sans égal de notre art de vivre, de nos valeurs et de nos libertés les plus sacrées : en un mot de notre raison d'être et de nos moyens de survie.

La tête de la pieuvre, c'est la négation du traitement du coronavirus. Mais la pieuvre aux mille bras de ce grand crime n'a qu'une seule tête, celle du Président Macron. Avec son hallucinant mensonge d'Etat, dépassant l'imagination, consistant à nier l'existence avérée d'un traitement du coronavirus ; avec son refus, contre toute évidence empirique et éthique de la solution médicale disponible, ce qui condamne à mort tous ceux qui pourraient en bénéficier ; avec son négationnisme présidentiel de cette vérité de salut public, combattue à toute force par le bourrage de crâne des médias, c'est bien la France qu'on assassine ! Alors, FRANÇAIS, quand vous aurez pris toute la mesure du drame qui se joue, vous devrez ne plus avoir qu'une pensée : comment faire cesser cet assassinat de la France, commis, *nolens volens*, par ceux qui ont la charge de la protéger ? Qui a qualité pour faire face – utilement et d'autorité – à ce crime pandémique, sinon le Peuple français souverain, lui-même, dans sa constitution en tant que Nation ?

OUI, FRANÇAIS, vous êtes en danger de mort et vous devez faire justice du Gouvernement et de la loi d'iniquité qui vous conduit au tombeau !

OUI, la magie des mots vous aveugle ! Vous êtes en guerre contre un ennemi invisible qui vous conduit pas à pas à *collaborer à votre propre mort* et vous ne le voyez toujours pas. Car votre pire ennemi, aujourd'hui, ce n'est pas le Virus, ce n'est pas le manque d'organisation ni de moyens, c'est votre propre gouvernement et son *organisation d'insuffisance de moyen* intentionnel !

Oui, en ce jour de la Toussaint qui en appelle à viser au plus haut, à élever l'âme à l'héroïsme et à faire appel aux forces de l'Esprit pour vaincre l'obscurantisme et la tyrannie ; en ce jour d'ouverture de la violence inouïe d'une deuxième vague de massacre pandémique imposée à la France pour la première fois de son histoire, par le Président Macron ; vous êtes en péril de mort imminente, au bord de basculement d'une course à l'abîme à laquelle *vous devez donner un coup d'arrêt définitif*.

Oui, vous êtes en guerre à mort : sauver vos biens, vos valeurs et votre Civilisation d'excellence, revenir à la vie normale *quoi qu'il en coûte*, voilà votre but de guerre !

4. Les CINQ qualifications du pire crime de l'histoire de France contre son Peuple

Français, OUI, J'ACCUSE le Président Macron du pire crime de l'histoire de France contre son Peuple et voici les cinq qualifications de faits l'établissant !

1. *Premièrement*, crime de la langue d'inversion du « *en même temps* » ;
2. *Deuxièmement*, crime du négationnisme présidentiel ;

3. *Troisièmement*, crime du terrorisme sanitaire ;
4. *Quatrièmement*, crime de l'incitation à la haine de la France ;
5. *Cinquièmement*, crime de guerre de Civilisation contre la Barbarie.

4.1. Premièrement, le crime de la langue d'inversion du « en même temps »

Ce n'est pas par hasard si, devant la communication erratique du gouvernement, niant sans cesse les propos de la veille, la parole la plus entendue soit : *je n'y comprends rien*.

Cet aveuglement est le résultat de la magie de cette langue d'inversion du Président Macron qui fait l'inverse de ce qu'elle dit : en 2017, en se présentant comme le candidat de l'anti-système pour se révéler ensuite le Président du super-système ; et, aujourd'hui, avec le massacre des non-traitements au nom du sauver des vies quoi qu'il en coûte, et de dire qu'il n'y a pas d'autre solution que le confinement, alors que l'organisation d'insuffisance de moyen et de manque de lit a été bien prémédité pour rester au niveau de 5000 lits de réanimation – insuffisant au vu de l'engorgement bien entendu.

Cette langue d'inversion du « *en même temps* », c'est un système de mystification permettant de cacher le véritable but poursuivi (l'agenda caché, comme il l'a lui-même révélé), de vous maintenir sous l'emprise de la peur jusqu'au vaccin hypothétique, quoi qu'il en coûte ! Cette langue est le masque de mystification du crime !

C'est une censure de la langue naturelle de MOLIERE pour la rendre incompréhensible !

4.2. Deuxièmement crime du négationnisme présidentiel

C'est le Mensonge sur l'existence avéré d'un traitement du coronavirus ; donc assassinat de masse par surmortalité de 25 000 victimes dès le 7 mai.

FRANÇAIS, une fois compris l'intentionnalité de la politique criminel résultant du négationnisme présidentiel, une fois compris son principe directeur – la négation du remède permettant un traitement au profit futuriste du vaccin hypothétique condamnant au confinement et à la mort – tout le reste en découle : le désarmement du système hospitalier réduit à 5000 lits de réanimation, l'interdiction de l'hydroxychloroquine, l'injonction du « *restez chez vous en attente du 15* » et la mise hors de combat des médecins traitants, le scandale des masques, la mystification de la minimisation du risque (lorsque le Président Macron allait au théâtre), l'organisation d'insuffisance de moyens et l'engorgement artificiel des hôpitaux, la mascarade des TGV, la non-tenue de la promesse des 12 000 lits pour provoquer un nouvel engorgement justifiant le 2ème confinement !

BILAN : déjà une surmortalité de 25 000 morts au 7 mai 2020, et le massacre continu ! C'est une communication inverse de tout ce qui a été fait depuis le début de l'humanité. Le traitement de toute maladie de toute épidémie reposant toujours sur trois piliers :

1. *Premièrement*, aller voir le médecin ;
2. *Deuxièmement*, lui demander un traitement ;
3. *Troisièmement*, y aller au plus vite.

Dès le 25 janvier, la communication du gouvernement a été rigoureusement de *faire l'inverse de ce qui a toujours été fait depuis le début de l'humanité*. C'est la signature de l'intention du crime pandémique.

La reconnaissance et la généralisation du traitement comme l'a préconisé la lettre de la Nation au Président de la République du 28 avril – portée par les Gilets Jaunes Constituants à l'Elysée – pour en finir avec le coronavirus et la peur, pour donner le protocole permettant le retour à la vue

normale sans confinement et en sauvant des vies à 80 %, voilà la solution qui devait, pouvait ne pas conduire à ce confinement et évidemment à sauver ces vies.

Ce refus de répondre à la Lettre de la Nation, à la Réponse de la Nation au Président de la République, c'est une censure du TRAITEMENT *par inversion des 3 priorités* que je vous ai données (aller voir le médecin, le traitement et au plus vite) ! Donc c'est la censure par ceux qui se réclament toujours de la liberté d'expression.

4.3. Troisièmement, crime du terrorisme sanitaire

C'est le terrorisme qui conduit au confinement exterminateur des plus faibles, des richesses économiques et humaines. Sur la croissance, cela conduit au coût exorbitant du terrorisme sanitaire du confinement pour l'économie : de 10 % (pour la croissance) ; 490 milliards d'euros sont mobilisés, la dette pouvant atteindre maintenant 119,8 % du PIB en 2020. Plus les faillites et les ruines du tissu essentiel de l'économie PME/TPE et autres, comme nous le voyons actuellement, ce qui est le tissu de la société française.

Ce crime n'existe que par la censure de la lettre du 28 avril qui donnait le protocole pour éviter ce désastre, cette censure portant en premier sur le traitement bien entendu.

4.4. Quatrièmement, crime de l'incitation à la haine de la France

Qui donne la mesure de l'irresponsabilité criminelle du gouvernement.

C'est celui du comble de la déraison : le Président Macron proclamant un « *Droit au blasphème* » de Mahomet incitant à la haine de la France et au terrorisme islamiste de la « *Tête coupée* ».

Cette déraison a été commise à la Sorbonne le 21 octobre, par la sacralisation solennelle du « *Droit au Blasphème* », comme valeur suprême de la République par le Président Macron, lorsqu'il a déclaré, dans ce haut lieu de la théologie française, que la figure de Samuel Paty, c'est-à-dire du blasphémateur de Mahomet du point de vue de l'islam, était le « *Visage de la République* » ! Rien que ça !

A l'appui de cette sacralisation inouïe de la figure du blasphémateur par la phrase « *Samuel Paty est devenu le visage de la République* », la phrase du « *persiste et signe* » de Macon qui a mis le feu aux poudres en Orient est « *Nous défendrons la liberté que vous enseigniez si bien [c'est ce qu'il disait à Samuel Paty à la Sorbonne] et nous porterons haut la laïcité. Nous ne renoncerons pas aux caricatures, aux dessins, même si d'autres reculent* ». La fameuse manière d'enseigner de Samuel Paty, c'était de former des républicains (c'est ce qui a été dit à la Sorbonne) : c'est-à-dire, bien entendu, des blasphémateurs du point de vue de l'Islam.

Mais, dans la Cour de la Sorbonne, comme dans les Médias et dans la Presse, la « Liberté d'expression » a été violée puisque la Caricature blasphématoire de Mahomet qui a mis le feu aux poudres islamiques n'a pas été montrée : elle a été censurée pour cacher sa faute !

Samuel Paty est devenu vendredi le visage de la République

Vous voyez donc ce qui a provoqué la phrase « *Samuel Paty est devenu le visage de la République* ». Vous voyez ce qui aurait dû être présenté à la Sorbonne, si le Président était si fier de l'acte de Samuel Paty.

D'un côté il y avait effectivement, tenue à bout de bras, la photo de Samuel Paty, c'est très bien ! Mais il aurait dû y avoir aussi la caricature dont le Président de la République est si fier. Et que voyait-on sur cette caricature ? Eh bien, nous voyons un dessin de Mahomet en position de prière islamique, nous voyons son postérieur avec une étoile jaune à cinq branches. Et, au-dessus, il y a

marqué « *Mahomet, une étoile est née.* » Vous voyez l'intelligence de cette caricature. Et, sous cette étoile, vous voyez les parties génitales de Mahomet qui pendent.



Donc rappelons la phrase du Président : « *Nous rappellerons que nos libertés ne tiennent que par la fin de la haine et de la violence, par le respect de l'autre* ». Voilà ce que le Président Macron appelle le *respect de l'autre*. C'est de présenter Mahomet, qui est « *l'autre* », dans cette position totalement dégradante, vulgaire et obscène.

Et rappelons sa phrase « *Nous ne renoncerons pas aux caricatures, aux dessins, même si d'autres reculent* ». Eh bien, le Président Macron a déjà reculé puisqu'il était prévu, pour la rentrée scolaire de demain, de présenter ces caricatures ; et il n'y aura plus que deux minutes de silence. C'est le silence de la honte.

Bilan de la provocation du Président Macron à la Sorbonne : notamment les trois morts de Nice il y a trois jours dont il est responsable par ses propos irresponsables !

Rappel des FAITS

Le 16 octobre dernier, jour anniversaire de la décapitation de la reine Marie-Antoinette (donc il faut rappeler que l'acte fondateur de la 1^{ère} République, c'est la décapitation du roi Louis XVI), Samuel Paty, professeur d'histoire a eu la tête tranchée à Conflans-Sainte-Honorine, par un musulman russe tchéchène, après avoir montré à ses élèves deux caricatures blasphématoires de Mahomet (c'est la première, celle que je vous ai montrée, qui est vraiment l'incendiaire), en stricte application des instructions de l'Education nationale sur la liberté d'expression. C'est ce qui a été confirmé par le Président Macron. Donc c'est bien l'Education nationale qui est responsable de la mort de Samuel Paty et bien confirmé par le Président de la République.

LA CARICATURE et la PLAINTE :



"Il a montré un homme tout nu en leur disant que c'est le prophète."

C'est par ces mots que l'impensable est arrivé.

Contexte donné par Marianne du 20 oct.2020 : Des 2 caricatures choisies S. Paty pour illustrer son cours de 4^{ème} sur la liberté d'expression, celle-ci date de 2012. Un film anti-islam intitulé "L'Innocence des musulmans" et tourné par un copte californien avait déclenché une vague de manifestations violentes qui avaient abouti à l'assaut de l'ambassade américaine de Benghazi, en Libye, avec quatre morts à la clef, dont l'ambassadeur des États-Unis.

Jeudi 8 octobre: Brahim C. porte plainte pour « diffusion d'images pornographiques ».

Alors il faut parler de la caricature et de la plainte qu'elle a provoquée. La phrase qui est à l'origine de tout, c'est : « *Il a montré un homme tout nu en leur disant que c'est le prophète.* » C'est par ces mots que l'impensable est arrivé. Et vous voyez là (à gauche) la caricature et vous pouvez lire à droite le fait que cette caricature avait une histoire et qu'elle avait déjà provoqué des violences et des morts¹.

C'est pourquoi le jeudi 8 octobre (donc 8 jours avant la décapitation de Samuel Paty), Brahim C. (on ne connaît pas son nom) porte plainte pour « *diffusion d'images pornographiques* ». Donc c'est à juste titre que cette plainte a été portée.

Comment qualifier la faute de Samuel Paty et du Président Macron ?

Il faut savoir qu'un blasphème, c'est ce qui s'attaque à la divinité, à la religion, au sacré ou même à ce que certains estiment respectable. Alors les fautes de Samuel Paty, avalisées par le Président Macron, ce qui est tout-à-fait impensable :

- C'est une faute de jugement : contre la bienséance et le respect de la pudeur dues aux élèves de 4^{ème}. Ce sont les valeurs de la France : on ne montre pas à des élèves de 4^{ème} une telle image ;
- C'est une faute pénale : c'est une image pornographique que Samuel Paty n'aurait pas dû montrer à ses élèves ;
- C'est une autre faute pénale : par diffamation et/ou outrage à l'égard d'un mort. La législation protège le respect dû à un mort. Mahomet est un homme qui devait bénéficier du respect de « *l'autre* » par le Président Macron et du respect dû à l'égard d'un mort ;

¹ Contexte donné par Marianne du 20 oct.2020 : Des 2 caricatures choisies S. Paty pour illustrer son cours de 4^{ème} sur la liberté d'expression, celle-ci date de 2012. Un film anti-islam intitulé « L'Innocence des musulmans » et tourné par un copte californien avait déclenché une vague de manifestations violentes qui avaient abouti à l'assaut de l'ambassade américaine de Benghazi, en Libye, avec quatre morts à la clef, dont l'ambassadeur des États-Unis.

- C'est une faute de diffamation religieuse : c'est un viol du droit des gens, des droits naturels, imprescriptibles et sacré de l'homme, reconnus par la Déclaration des Droits de l'Homme de 1789 établis (je tiens à le préciser) en présence et sous les auspices de l'Être suprême (c'est-à-dire de Dieu), garantissant le respect du sacré. Il faut relire (nous le verrons) la présentation des Droits de l'Homme, qui ne sont plus enseignés à l'école. C'est-à-dire qu'on enseigne le blasphème, mais jamais à lire la Déclaration des Droits de l'Homme.
- Ensuite la cinquième faute : de Samuel Paty et du Président est contre la Constitution de la 5ème République garantissant, dans son article 1, le respect de toutes les croyances. Donc outrager l'image d'un mort, ce n'est pas « respect[er] toutes les croyances.

Lorsque le Président Macron tient la déclaration suivante, il fait une fausse déclaration quand il dit : « *Samuel Paty fut la victime de la conspiration funeste de la bêtise, du mensonge, de l'amalgame, de la haine de l'autre, de la haine de ce qui est, profondément, existentiellement, nous-mêmes*². » On peut dire qu'il parle pour lui-même finalement, c'est auto-accusatoire.

Il n'est pas mort pour ces raisons, il est mort pour avoir fait les fautes que je viens d'énumérer. Donc nous assistons à la censure de la caricature en cause par le Président Macron, par les médias, et des cinq fautes commises par le Président Macron qui se réclame de la liberté d'expression, au droit au Blasphème mais pas à la vérité ! C'est-à-dire que le droit à la liberté d'expression, ce n'est pas le droit à la vérité, c'est le droit de montrer de telles obscénités. Quelle honte, quel déshonneur ! Quelle ignominie !

La phrase incendiaire, c'est « *Nous défendrons la liberté etc. Nous ne renoncerons pas aux caricatures...*³ », telles que celles que vous voyez.

La conclusion de ce crime de l'Incitation à la haine de la France à la Sorbonne

Parce que ce dont le Président Macron est à l'origine – il a cherché aujourd'hui à se débattre avec ses formulations que vous connaissez bien et qui sont totalement inopérantes –, c'est bien le crime de l'incitation à la haine de la France à la Sorbonne.

Comment peut-on conclure ? Le Président Macron a-t-il perdu la tête ? Face à l'islamisme radical, faire du « Droit au blasphème » la valeur suprême de la République n'est-il pas une folie suicidaire (j'allais dire une honte pour la République) !? N'est-ce pas crier à la face de l'Islamisme radical : « *Pour que vive l'Islam, il faut que meure la République* » !?

Le « *droit au blasphème* » consacré valeur suprême de la République par le Président Macron, c'est le viol des valeurs universelles de l'Humanité : des « *droits naturels, inaliénables et sacrés de l'Homme* » (1789).

Comment mettre un terme à ce plus grand crime de l'histoire de France ?

FRANÇAIS, c'est par le fait et par le droit, par sa mise en procès pour faire justice d'un tel crime ! C'est par le moyen que le bloc constitutionnel de la V^o République vous donne de vous faire respecter du Président de la République par le rappel à la Loi de « *[la] déclaration [des Droits de l'Homme], constamment présente à tous les membres du corps social, [pour] leur rappelle[r] sans cesse leurs droits et leurs devoirs ; afin que les actes du pouvoir législatif et ceux du pouvoir exécutif, pouvant être à chaque instant comparés avec le but de toute institution politique, en soient plus respectés* ». C'est l'intention du législateur de 1789 d'avoir toujours sous les yeux la

² E. Macron le 21 oct. à la Sorbonne

³ « Nous défendrons la liberté que vous enseigniez si bien et nous porterons haut la laïcité. Nous ne renoncerons pas aux caricatures, aux dessins, même si d'autres reculent » (E. Macron le 21 oct. à la Sorbonne)

Déclaration des Droits de l'Homme pour pouvoir comparer la Déclaration et les actes du pouvoir exécutif et les faire respecter.

C'est la manière de mettre un terme au plus grand crime de l'histoire de France, c'est de mettre les autorités (ou les prétendues autorités) en contradiction avec les principes invoqués par eux pour avoir notre obéissance.

Chacun doit faire son devoir pour rétablir l'Etat de Droit et les Principes.

Caractère « Sacré » et garanties de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 décrétés par l'Assemblée et acceptés par le Roi (en même temps), en présence et sous les auspices de l'Etre suprême (ie. Dieu) ,



Alors vous avez là la Déclaration des Droits de l'Homme qui n'est jamais enseignée, mais vous constaterez le caractère - « *Sacré* » et garanti - de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 « *décrétés par l'Assemblée et acceptés par le Roi, en présence et sous les auspices de l'Etre suprême* » – ; et donc « *Dieu* », même s'il n'est pas défini, fait partie des principes sacrés des Droits de l'Homme qui informent, innervent et incarnent la Déclaration qui n'était pas limitative, à ce que vous venez de voir.

Le caractère « *Sacré* » et garanti de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 peut s'énoncer de la manière suivante :

« *Les représentants du peuple français, constitués en Assemblée nationale, considérant que l'ignorance, l'oubli ou le mépris des droits de l'homme sont les seules causes des malheurs publics et de la corruption des gouvernements, ont résolu d'exposer, dans une déclaration solennelle, les droits naturels, inaliénables et sacrés de l'homme, afin que cette déclaration, constamment présente à tous les membres du corps social, leur rappelle sans cesse leurs droits et leurs devoirs ; afin que les actes du pouvoir législatif et ceux du pouvoir exécutif, pouvant être à chaque instant comparés avec le but de toute institution politique, en soient plus respectés ; afin que les réclamations des citoyens [ce qui est votre cas, pensez...], fondées désormais sur des principes simples et incontestables, tournent toujours au maintien de la Constitution et au bonheur de tous.* » Voilà le texte avec lequel le Président Macron s'est mis en totale contradiction.

Alors le caractère « *sacré* », c'est évidemment sous les auspices de l'Être suprême, c'est le fait que la propriété, la sécurité, la résistance à l'oppression fassent partie de cette Déclaration ; c'est le fait que la loi soit l'expression de la volonté générale ; que la propriété (qui est violée actuellement) est définie comme sacrée ; et donc, d'une manière générale, les droits naturels inaliénables et sacrés de l'homme doivent être respectés à ce titre ; et ils ont été violés totalement comme je l'ai montré.

Ce qu'il faut dire, c'est que l'article 1^{er} du préambule de la Constitution de la 5^{ème} République, du 4 octobre 1958, explicitement, garantit le respect de toutes les croyances. Donc la Constitution a bien été violée. Apparemment Samuel Paty n'avait pas lu ni les Droits de l'Homme, ni la Constitution.

4.5 Le cinquième crime de guerre de la Civilisation contre la Barbarie

C'est le suivant !

FRANÇAIS, au-delà de l'urgence d'en finir avec le Confinement - et justement pour vous donner le courage nécessaire pour armer victorieusement votre Révolte contre l'oppression du Président Macron - il faut que vous sachiez que : la politique criminelle de non-traitement des malades condamnés à l'asphyxie, d'abandon de vos parents âgés, d'euthanasie par le Rivotril, de distanciation sociale, d'isolement, de flicage, de camisole numérique, de télétravail forcé, de déshumanisation générale et, au lieu de soigner médicalement, de gouvernance par les chiffres et les règlements aux injonctions contradictoires à vous rendre fou, c'est le « *modèle* » du nouveau monde dans lequel le Président Macron et ses donneurs d'ordre veulent vous faire rentrer de force, pour que plus jamais rien ne soit comme avant.

Cette politique pratiquée, criminelle, pour cette épidémie, c'est bien le « *modèle* » *du nouveau monde* de Macron. Ce nouveau Monde global, déshumanisé de la Barbarie, de l'inversion du langage, de la camisole numérique et de l'assassinat scientifique propre, en blouse blanche, c'est le *Meilleur des Mondes* d'Aldous Huxley à la sauce d'Orwell. Ce modèle violent du nouveau monde du Président Macron est l'inverse du modèle Français d'harmonie, de Beauté et d'assistance des plus faibles !

C'est à la France, première puissance culturelle au Monde, détentrice du Pouvoir symbolique de ce trésor de l'Humanité, que revient la mission historique de prendre la tête de la croisade internationale de la Liberté contre cette Barbarie s'abattant sur le monde, sous couvert de Pandémie du Coronavirus !

5. Le devoir de résistance à l'oppression !

La Révolte gronde contre la barbarie mortifère du deuxième confinement, mais les garanties des Droits de l'Homme autorisent les Français à s'y opposer !

En effet, l'article 2 stipule que « *Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'Homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté, et la résistance à l'oppression* ». Tous ces droits qui sont actuellement violés, par même l'interdiction de respirer qui est retirée.

Ce qui veut dire que légalement, par son abus de pouvoir, son crime contre la Nation, contre la France, et par son Sacrilège contre les valeurs les plus sacrées de la République – viol des Droits de l'Homme de 1789, viol de la Constitution de la V^o République et de Crime contre l'Humanité, ruinant ainsi les bases même de la Démocratie – le Président Macron s'est retranché, s'est comme excommunié de la communauté Nationale et, par voie de conséquence de son droit à l'obéissance du Peuple souverain et des Français !

Dès lors, la Résistance à l'oppression n'est plus seulement un Droit mais un Devoir pour tous !

6. Conclusion accusatoire !

FRANÇAIS, OUI à la veille de la reprise barbare et criminelle de la 2^{ème} vague de confinement dévastateur, J'ACCUSE le Président Macron, – par sa censure criminelle du « *traitement du COVID-19* » – *d'être la « seule[] cause[] des malheurs publics »* qui nous mettent aujourd'hui en péril de mort !

FRANÇAIS, OUI en ce jour d'espérance et de gloire, J'ACCUSE le Président Macron d'abus de pouvoir, de crime contre la Nation, contre la France – par son viol de la Liberté d'expression, des Droits de l'Homme de 1789, de la Constitution de la V^o République – et de Crime contre l'Humanité, en ruinant ainsi les bases même de la Démocratie et de la Civilisation française !

FRANÇAIS, c'est par ce J'ACCUSE de la TOUSSAINT, jailli du tréfonds de votre Révolte contre l'Oppression qui vous assassine, que son viol sacrilège des valeurs et des droits les plus sacrés de l'Homme et de la République, inculpe de facto et de jure le Président Macron, lui-même, du pire crime de l'histoire de France contre son Peuple !

FRANÇAIS, « *[Que] Le salut du peuple soit la loi suprême* » ! En ce jour d'espérance du J'ACCUSE de la Toussaint, jaillissant de toutes les consciences de la Nation en révolte contre la mise à mort des plus faibles et de vos intérêts vitaux, pour sauver les Institutions et la France de la ruine, que votre Justice frappe de stupeur le Crime qui vous assassine et que la Reconquête du retour à la vie normal s'engage dès à présent, sans délai, pour retrouver votre art de vivre et votre joie !

OUI, en ce jour de réveil de la Conscience publique, J'ACCUSE le Président Macron d'avoir perdu la Raison, d'être l'auteur du crime des crimes pandémique contre la Nation, sans précédent dans l'histoire de France, de s'être révélé le pire ennemi du Peuple et des valeurs les plus sacrées de la République comme de France !

Oui, J'ACCUSE le Président Macron de BLASPHEME contre les Valeurs les plus sacrés de la République révélées dans sa Déclaration de 1789, en présence et sous les auspices de l'être suprême !

Oui, J'ACCUSE le Président Macron de haute trahison pandémique pour avoir désarmé la France en période de guerre, de crime contre l'humanité pour avoir nié l'existence du traitement de Salut

public du coronavirus, de Crime contre la Nation pour avoir porté atteinte à ses intérêts vitaux et à la vie des Français !

OUI, J'ACCUSE, sous l'autorité des valeurs immémoriales et universelles de l'Humanité, sous l'autorité des droits naturels, inaliénables et sacrés de l'homme et sous l'autorité des fondements même de votre République :

- Qu'armée des Valeurs et des Principes qui ont porté vos ancêtres au premier rang des nations, votre main de Justice exerce sa puissance souveraine pour abroger les lois criminelles du Président Macron qui conduisent votre art de vivre, vos valeurs, la France et sa Civilisation d'excellence à la ruine – sanitaire, économique et culturelle – à la mort de l'essentiel de votre raison d'être !
- Que votre main de Justice s'exerce immédiatement pour donner un coup d'arrêt final au confinement barbare !
- Qu'elle s'exerce au plus vite pour destituer le Président Macron qui a perdu la raison, aveugle et sourd à vos appels incessants à la Justice pour tous et au Salut du peuple !

7. Conclusion

FRANÇAIS, c'est pourquoi, ce J'ACCUSE de Révolte contre l'Oppression, vous en appelle à adopter le slogan de délivrance du « *Non au négationnisme présidentiel criminel du traitement !* », comme cri de guerre de Liberté, pour en finir avec le coronavirus, la peur, le confinement, la distanciation sociale mortifère et retrouver ainsi notre santé collective, la vie normale et notre prospérité !

C'est pourquoi j'en appelle à la mobilisation générale de l'élite des forces de l'esprit, du savoir-faire et du courage,

1) Pour constituer une Haute autorité, intellectuelle, morale et régaliennne, seule capable de s'opposer à cette oppression sans pareille d'un refus de soigner au seul profit du Vaccin et des lobbys, pour faire pièce à la Parole criminelle qui s'est révélée le pire ennemi du Peuple et lui substituer un Parole présidentielle alternative de bien commun et de salut public !

2) Pour en finir avec cette déraison présidentielle criminelle, et pour mettre un coup d'arrêt définitif au massacre des plus faibles et à cette asphyxie sans fin de la France que le Président Macron nous annonce de report en report, à coup de tours de vis, de couvre-feu et de confinement, sans fin !

3) Pour viser enfin à destituer ou à remplacer au plus vite le Président Macron *qui a perdu la raison* en persévérant dans la commission du plus grand crime de l'histoire de France contre son peuple, *et tout droit à l'obéissance*.

Français, donner un coup d'arrêt à Politique criminelle conduite sous-couvert d'épidémie, remettre la France et les Institutions à l'endroit, voilà toute l'Ambition du J'ACCUSE de la TOUSSAINT !

« Non au Négationnisme présidentiel criminel du traitement ! », A bas Confinement criminel du Président Macron et Vive le traitement du Salut !

Vive la Révolte de libération qui gronde, la Résistance à l'oppression en vue du remplacement ou de la destitution du Président Macron !

Vive les garanties du préambule de droits naturels, inaliénables et sacrés de l'homme placés sous les auspices de l'Être suprême, Vive la Déclaration de 1789, et Vive la Constitution qui légitime et justifie votre lutte de Libération contre l'oppression !

Vive le retour aux Principes et aux Droits fondamentaux !

A bas la contrefaçon de Démocratie et de République du Président Macron !

Vive la mission historique de la France de prendre la tête de la croisade internationale de la Liberté contre cette Barbarie s'abattant sur le monde, sous couvert de Pandémie du Coronavirus !

Vive le retour à la vie normale, de l'art de Vivre, et vive les Valeurs de la France éternelle !

Vive la Liberté retrouvée et la France redevenue elle-même !